LES COMITÉS DE VIGILANCE FACE AUX NOUVELLES MENACES SÉCURITAIRES DANS LA RÉGION DE L'EXTREME NORD (CAMEROUN) : TECHNIQUES, ARMEMENT ET ENJEUX

VIGILANCE COMMITTEES IN THE FACE OF NEW SECURITY THREATS IN THE FAR NORTH REGION (CAMEROON): TECHNIQUES, WEAPONS AND CHALLENGES

MOHAMAN DAHIROU MALAM /Université de Maroua, Cameroun / **Email** : dahiroumalam.mohaman@gmail.com /**Téléphones** / + 237 696374261 / 671424014

AYSHA BASHIR HADJA MANGA DAH YAYA / Université de Maroua, Cameroun / **ayshabashir18@gmail.com / Téléphones / + 237 655427850 /237 621911084**

Résumé

La région de l'Extrême-Nord du Cameroun est confrontée depuis plusieurs décennies, à plusieurs défis sécuritaires, causés d'une part par l'instabilité politique dans les pays voisins et, d'autre part les attaques terroristes de Boko-Haram, suite aux incursions spontanées à partir de 2010. Parmi les conséquences, on note, entre autres, la recrudescence des violences, les pertes en vies humaines, les déplacements forcés et massifs des populations, la destruction de villages, le ralentissement des activités économiques impactant sur le développement, la prolifération des armes légères et de petits calibres susceptibles de favoriser l'inflammation du crime organisé et du terrorisme dans cet espace géohumaine à forte charge historique. L'objectif de la présente communication est de présenter les nouvelles menaces sécuritaires influencées par un nouveau *modus operandi* de la secte islamiste, et de décrire les nouvelles techniques et approches utilisées par la population locale dans le processus d'endiguement des attentats de boko-haram. À l'asymétrie des modes d'attaques de boko haram, les comités de vigilances opposent désormais des stratégies de surveillances, de combats fondés sur la connaissance du terrain et le recours aux pratiques traditionnelles de guerre. À partir des données de terrains collectées auprès des comités de vigilance, des autorités administratives, traditionnelles et sécuritaires ainsi que les populations locales, cette réflexion pose la question de l'intervention de ces groupes dans le champ très réservé de la défense et sécurités.

Mots clés : Comités de vigilance, Menaces, Savoirs locaux, Terrorisme, Région de l'Extrême-Nord Cameroun.

ABSTRACT

The Far North region of Cameroon has been facingseveralsecurity challenges for severaldecades, caused on the one hand by politicalinstability in neighboring countries and, on the other hand, by Boko-Haram terroristattacks, followingspontaneous incursions from 2010. Among the consequences, we note, amongothers, the resurgence of violence, loss of humanlives, forced and massive displacement of populations, the destruction of villages, the slowdown in economicactivitiesimpacting on development, the proliferation of light weapons and smallarmslikely to promote the inflammation of organized crime and terrorism in thisgeohumanspacewith a stronghistorical charge. The objective of this communication is to present the new securitythreatsinfluenced by a new modus operandi of the

Islamistsect, and to describe the new techniques and approachesused by the local population in the process of containing Boko-Haram attacks. To the asymmetry of the modes of attacks of Boko Haram, the vigilance committeesnow oppose strategies of surveillance, combats based on knowledge of the terrain and the use of traditionalwarfare practices. Based on field data collectedfrom the vigilance committees, administrative, traditional and securityauthorities as well as local populations, thisreflectionraises the question of the intervention of these groups in the veryreservedfield of defense and security.

Keywords: Vigilance committees, Threats, Local knowledge, Terrorism, Far North RegionCameroon.

Introduction

Le terrorisme est par essence ouvert au meurtre de masse. Au-delà de tous les facteurs incitatifs à la terreur, les facteurs idéologiques et la satisfaction à une doctrine quelconque sont au cœur de leurs actions barbares depuis le début du XXI^{ème}siècle. C'est pourquoi, de l'Afghanistan (lesTalibans) à la Corne de l'Afrique (les Shebab) en passant par le groupe terroriste Etat Islamique, Al-Qaïda, le MUJAO et An Sardine, les terroristes se réclament défenseurs d'une idéologie religieuse bien établie. Depuis juillet 2013, les populations de l'Extrême-Nord du Cameroun vivent dans une psychose permanente due aux attaques perpétrées par la secte islamiste Boko Haram. Si les premières attaques datent de mars 2014, la présence de ce groupe terroriste Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun remonte au moins à 2011. Il s'est appuyé sur un réseau de complicités locales et a exploité les facteurs de vulnérabilité[65] que partage la Région avec le Nord-Est du Nigéria. Alors que les dix-huit premiers mois du conflit ont été marqués par des affrontements conventionnels, Boko Haram adopte un mode opératoire asymétrique. Pour lutter contre le terrorisme de cette nébuleuse, l'Etat a eu recours aux comités de vigilance qui sont une vieille tradition sécuritaire dans les sociétés du Cameroun Septentrional. Il est question dans ce chapitre d'étudier les différents aspects de la vigilance communautaire en réponse aux incursions deBoko Haram. Boko Haram a mené des attaques de plus en plus fréquentes et violentes contre des civils, et les membres des forces armées. Il a dans le même ordre d'idées menacé les populations de la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Les attaques contre les civils n'étaient pas sélectives et incluaient des massacres et des enlèvements des musulmans et des chrétiens. Les insurgés ont brûlé des lieux de culte[66].Le climat d'insécurité à travers l'asymétrie des modes d'attaques et incursions de Boko Haram dans l'Extrême-Nord du Cameroun imposent désormais les populations locales à adopter des nouvelles stratégies de lutte. Il s'agit de mobiliser diverses communautés dans la région, d'utiliser leur renseignement sur la question et de pourchasser une vigilance accrue.

1. MÉTHODE

La réalisation de cette étude s'est appuyée sur des sources diverses (écrite orale, iconographique et électronique) et une démarche méthodologique qui englobe une approche multidisciplinaire basée sur des recherches documentaires, et une analyse qualitative.

1.1. Recherche documentaire et analyse chronologique

Dans la réalisation de ce travail, la première étape de traitement de ce sujet est une recherche documentaire effectuée d'abord au niveau de la Préfecture du Département de Diamaré et des Sous-

[65]Dans L'Extrême-Nord du Cameroun se vit une grande pauvreté surtout en zone rurale, où vivent 85 % de ses habitants. Le changement climatique a aggravé, dans les années 1990, la compétition pour l'accès aux ressources naturelles dans une région déjà sujette à des tensions communautaires et à des violences récurrentes. Boko Haram a mis en lumière et a accentué les problèmes structurels pour imposer son autorité sur une population vulnérable et fragilisée.

[66] Rapport du Ministère de la Défense du Jeudi 02 Février 2016.

préfectures des Arrondissements de Maroua Ier, IIème et IIIème. Elles nous ont permis d'obtenir des données sur la gestion administrative ainsi que les approches de contrôle et de répression des villes mortes de 1991 par les représentants de l'Etat. La deuxième étape concerne une catégorie de sources écrites constituée des travaux édités et des travaux académiques. Il s'agit des ouvrages, articles scientifiques, mémoires et thèses de Doctorat. Nos recherches nous ont mené à cette occasion dans les bibliothèques et centres de documentation suivants : le Centre de Documentation de l'Université de Maroua, la Bibliothèque du Département d'Histoire et celle de Recherches de l'Unité de Formation Doctorale (UFD) de l'Ecole Normale Supérieure de Maroua ; la Bibliothèque de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Ngaoundéré. Toutefois, les consultations effectuées dans les différentes bibliothèques ont globalement permis un approfondissement théorique, conceptuel et le champ d'étude de cette recherche. Quant à la troisième catégorie, elle se compose des articles de presse nationaux. En tenant compte de l'actualité de ce sujet, le récit des faits proposés dans ces journaux ont permis d'enrichir et d'actualiser certains faits. Dans cette démarche, Cyril Musila (2012) quant à lui analyse le phénomène d'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac Tchad. Son analyse s'inscrit dans l'histoire des dynamiques sociopolitiques et économiques dans cette zone charnière entre l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Dans le même ordre d'idée L'origine de cette insécurité émane des razzias précoloniales pratiquées par quelques groupes ethniques qui, au fil des temps, se sont transformées en banditisme rural. Il s'agit du banditisme militaire transfrontalier et le vagabondage des groupes armés, le trafic d'armes légères et des produits de contrebande, le braconnage transfrontalier et le trafic du bétail.

Dans l'optique de mieux cerner l'avènement des nouvelles menaces sécuritaire dans la région de l'Extrême-nord Cameroun, Saïbou Issa (2004) analyse les causes du grand banditisme ainsi que les modes opératoires des bandits de grand chemin qui opèrent sur les routes des abords sud du lac Tchad. Pour l'auteur, les origines du banditisme rural tirent ses sources des réalités conjoncturelles et la coloration du paysage démocratique dans la sous-région Afrique centrale. Cette situation va favoriser la prolifération des armes entre les mains des malfrats qui vont profiter de l'absence des banques près des marchés frontaliers, la porosité des frontières interétatiques, le dysfonctionnement des forces de sécurité entrainant la criminalité transfrontalière dans cette région. Son analyse est d'un grand apport pour nous car l'auteur établit un lien entre les grandes périodes de recrudescence de la grande criminalité et les conjonctures économiques qui affaiblissent l'autorité de l'Etat. Cette recherche documentaire est complétée par des entretiens et témoignages recueillis auprès des acteurs clés dans l'Extrême-nord Cameroun que sont la population locale des zones frontalières, les comités de vigilances, les autorités traditionnelles et administratives, les membres de force de défenses et sécurités camerounaises qui sont au front.

1.2. Entretiens et enquêtes quantitatives

Pour traiter cette thématique, nous avons opté pour une démarche qualitative afin de mieux cerner les tenants et aboutissants de ce phénomène tentaculaire. Dans cette logique, les sources orales, ont été recueillies pendant les descentes sur le terrain dans la ville de Maroua, Mora, Kousseri et Mokolo. Sur la base des critères d'âge, de profession et de catégorie sociale, plusieurs informateurs ont été choisis. L'étude étant plus qualitative, les outils de collecte de données sont les guides d'entretiens, même si un questionnaire a été adressé à des populations suivant un échantillon choisi par convenance, constitué de jeunes, adultes chefs de familles, femmes représentatifs de la population cible de l'étude qu'est les comités de vigilance. Les entretiens ont été publics ou privés ; ils ont été menés en fonction de la qualité et de la disponibilité des informateurs qui ont accepté ou non l'enregistrement sonore des interviews, le cas échéant des prises de notes. Des prises de vue des situations effectives de relations entre partenaires de sécurité ont été obtenues dans les différentes localités de l'Extrême-Nord du Cameroun. En plus des sources écrites et orales, les sources électroniques Internet ont constitué dans le cadre de cette étude une source capitale de données. La littérature spécialisée dans cette étude se concentre sur une réponse locale (les comités de vigilance) souvent peu étudiée dans le cadre des conflits asymétriques a été consultée en ligne. Cette démarche a permis de compenser le déficit de littérature spécialisée en même temps qu'elle a

facilité la compréhension des approches variables d'actions concertées en Afrique de l'Ouest, et à travers le monde. En outre, des sources iconographiques (photos), prises ou consultées chez les informateurs, ont été utilisées avec soin pour illustrer le travail. Cette phase des entretiens et enquêtes qualitatives a permis d'aboutir à une analyse chronologique et multidisciplinaire qui s'inscrit dans la durée.

1.3. Analyse chronologique et multidisciplinaire

Pour atteindre les objectifs de la recherche, nous avons opté pour une approche méthodologique appropriée à la recherche en Histoire qui combine à la fois la synchronie (faits considérés isolement), et la diachronie (évolution des faits à travers le temps). L'approche synchronique nous a permis d'organiser les informations en les thématisant, ce qui nous a donné de la substance à notre travail, tandis que celle diachronique a permis de suivre ces thèmes à travers le temps, et de détecter ainsi les mutations qui sont survenues dans les recours aux pratiques traditionnelles de guerre et aux savoirs locaux comme stratégies face à boko-haram à l'Extrême-Nord du Cameroun. La méthode d'analyse de cette étude est déductive et descriptive. L'approche déductive a permis de déceler les premières formes de partenariat sécuritaire dans l'orientation doctrinaire de la défense populaire ; elle a ainsi permis de comprendre les différentes techniques et armements utilisés par les comités de vigilance et leur contribution face aux nouvelles menaces sécuritaires. L'approche descriptive quant à elle a aidé à restituer les mutations des moyens et stratégies de lutte contre le phénomène d'insécurité dans la Région de l'Extrême-Nord Cameroun. La description a permis de mettre en lumière l'implication et la limite de l'intervention des acteurs locaux ainsi que les différentes formes de collaboration avec les militaires.

Ainsi, les travaux deSaïbou Issa intitulé ''Ethnicité*, frontière et stabilité aux confins du Cameroun, du Nigéria et du Tchad''* (2002) ont été important dans la compréhension du phénomène des crises sécuritaires dans une dynamique évolutive. Tandis que Cyril Musila dans ''*L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le Bassin du Lac Tchad''* (2012) analyse le phénomène de l'insécurité dans une dimension transfrontalière. Ce dernier explique comment les crises sécuritaires de certains pays suite aux coups d'états et guerre civiles ont eu des répercussions au Cameroun et dont les conséquences sont perceptibles de nos jours. Etant dans le domaine des sciences sociales, nous avons jugé utile de faire recours aux autres disciplines scientifiques telles que la géographie, la sociologie, les sciences juridiques et politiques qui ont établi le caractère interdisciplinaire du travail. Les données collectées ont été rigoureusementconfrontées aux autres sources, interprétés et analysées pour une étude objective. Cette méthodologie détaillée nous permet de comprendre les attitudes adoptées, conjointement par des acteurs civils et militaires, mais aussi la coproduction de la sécurité par divers acteurs pour préserver la paix dans une dynamique historique.

2- bref historique sur les nouvelles menaces sécuritaires dans la région de l'Extrême-nord Cameroun

Les attentats-suicides de Boko Haram à l'Extrême-Nord Cameroun a entrainé une remobilisation rapide des comités de vigilance afin de renforcer les dispositifs stratégiques de l'armée. Pendant longtemps, les terroristes utilisaient des moyens simples comme le pistolet, les armes blanches la dynamite pour atteindre un nombre de victimes. Avec l'évolution de la science et de la technique, les terroristes ont amélioré au mieux plusieurs sortes d'équipements ceci dans l'optique de faire plus de dégâts matériels et humains. A partir de la moitié du XIXème siècle, ils employèrent des explosifs, des bombes incendiaires, à fragmentation, des colis piégés. C'est dans cette dynamique évolutive que Boko

Haram expérimente à son tour une nouvelle modalité d'action originale axée sur les Kamikazes[67], une pratique observée dans la zone frontalière entre le Cameroun, le Nigeria et le Niger faisant plusieurs victimes.

De part cette nouvelle menaces securitaire, la riposte de l'armée camerounaise amène ainsi les terroristes de Boko Haram à virer d'une guerre conventionnelle à une guerre asymétrique. Ainsi le groupe va privilégier la pause d'engins explosifs improvisés puis les attentats-suicides. Les soldats camerounais font face à un ennemi aux tactiques multiples : partant à l'assaut à mille ou à dix, employant un large éventail de modes opératoires et ciblant parfois simultanément des villes dans différents départements vulnérables proche de la zone frontalière avec le Tchad voisin et le Nigeria. C'est dans ce sens que Jean-Michel Dasque (2013, p. 59) pense que : « La notion d'espace opérationnel disparait complètement avec les terroristes. Sans doute ses derniers peuvent-ils privilégier pour des raisons pratiques tel ou tel point du territoire. Mais, sur le plan des principes ils ne font pas de distinction entre l'ennemi et les neutres et ne reconnaissent pas de zone protégée. Ils sont partout et nulle part. Ils se jouent des frontières et pratiquent des stratégies transnationales ».

Pour l'auteur, les terroristes privilégient la guerre asymétrique pour créer un effet de surprises et faire le maximum de dégâts. Dans le cas de Boko Haram, le nouvel *modus operandi* permet de se retrancher en créant une base arrière dans la forêt pour mieux se ressourcer et attaquer en mode dispersé. Aussi, les terroristes de la secte Boko Haram occupent l'espace transfrontalier du Bassin du Lac Tchad pour distraire l'armée camerounaise sur les cibles potentielles.

2.1. Les stratégies d'attaques de Boko haram : *un nouveau modus operandi*

Dans leur stratégie d'attaque, les terroristes de Boko Haram possèdent une chaine de ramification qui part du montage d'une opération à l'exécution et l'atteinte de leur cible. Jean-Michel Dasque (2013, p. 53) souligne son point de vue sur la planification, le mode opératoire et les cibles des terroristes en ces mots : « Les attentats suicides présentent des avantages pour les groupes terroristes. Ils sont peu couteux puisque l'arme est constituée par le corps des volontaires et ces derniers ne risquent pas de faire des révélations, puisqu'ils sont anéantis dans l'opération ». De cette assertion, un fait notoire est à relever : les actions de Boko Haram sur le territoire Camerounais se sont effectuées surtout par des kamikazes qui généralement sont des jeunes filles. La porosité des frontières internationales qui longent l'Extrême-Nord Cameroun facilite l'infiltration de ces kamikazes qui ont fait tant de victimes sur le sol camerounais. Le tableau ci-dessous présente l'économie des divers attentats commis par la nébuleuse Boko Haram dans cette partie du territoire.

Tableau : Répertoire sommaire de quelques attaques de Boko Haram à l'Extrême-Nord Cameroun depuis 2013

Période	Localité	Mode opératoire	Nombre de victimes
22juillet 2013	Fotokol	Kamikaze	17
02 mars 2014	Fotokol	Kamikaze	13

[67] Le kamikaze est une personne qui sacrifie sa vie volontairement dans un attentat-suicide. Cette pratique héritée de rites des anciens samouraïs, consiste à utiliser le corps d'un volontaire pour provoquer les explosions sur un site désigné à l'avance. Elle a été employée la première fois sur une large échelle par les Japonais pendant la deuxième guerre mondiale. Elle a été réutilisée après 1945 par de nombreux groupes terroriste, volontaires de l'Irgoun en Palestine en 1972, les Tigres Tamouls après 1987 avant d'être adoptée par les activistes islamistes, dans un premier temps par les Chiites puis par les Sunnites.

13 septembre 2015	Kolofata	Incursion de groupe armée	08
11octobre 2015	Limani	Kamikaze	15
27novembre 2015	Mora	Kamikaze	06
25fevrier 2015	Fotokol	Kamikaze	07

Source : *L'Œil du Sahel* N° 762 du Jeudi 03 Décembre 2015.

Le tableau ci-dessous présente un répertoire de quelques attaques de Boko Haram de 2013 à 2015 sur différent lieux, avec leur mode opératoire ainsi que les nombres de victimes. D'après les analyses, un constat se dégage : Boko Haram dans sa stratégie de lutte privilégie plus les attentats par les Kamikazes qui le plus souvent sont des jeunes filles. Aussi, la plupart des incursions sont faites dans les localités frontalières ou s'organisent les marchés hebdomadaires comme ce fut le cas au marché de même dans le Mayo-Sava.

Sur un autre angle d'analyse, les actions de Boko Haram cherchent à provoquer l'effet psychologique des individus. En effet, le terrorisme s'inscrit dans une stratégie indirecte comme nous l'avons indiqué plus haut. Ses actions visent moins à détruire les infrastructures ou à affaiblir l'adversaire mais, plus à impressionner l'opinion publique. Ces entrepreneurs de la terreur cherchent à faire naître au sein de la population un effet de surprise et une psychose générale. Par exemple dans l'histoire, contrairement au crime Nazi, perpétré en secret lors de la deuxième guerre mondiale, les actions des terroristes ont une visée médiatique et populaire à travers la théâtralisation de la violence. Jean-Michel Dasque (2013, p. 63) établit à ce sujet la portée idéologique des actions terroristes :

> Les terroristes ne se limitent pas à exercer une fonction de témoignage et de prédication car ils essaient d'établir une sorte de dialogue avec leurs adversaires politiques ou religieux. Il s'agit évidemment d'un dialogue faussé, biaisé. Si les terroristes envoient des messages, c'est dans le but d'obtenir des résultats tangibles susceptibles de rehausser leur prestige. Ils exigent la libération des détenus, des rançons, une inflexion de la politique gouvernementale. L'on sait qu'Al-Qaida avait demandé au gouvernement français de retirer les troupes d'Afghanistan et d'annuler la loi interdisant le port du voile dans certains espaces publics. Si cette voie leur parait impraticable ou s'ils n'obtiennent de réponse positive, ils se livrent à des attaques de plus en plus meurtrières. Ils pensent que cette escalade dans la violence va provoquer les représailles qui n'épargneront pas la population civile et qui rendront leurs adversaires beaucoup plus odieux aux yeux de l'opinion. Ils vont dans certains cas jusqu'à pratiquer une tactique délibérée de la provocation en commettant les attentats ne leur apportant aucun avantage concret mais susceptible de déclencher une riposte de leur adversaire. […] la spécificité de la stratégie terroriste réside en ceci qu'elle atteint ses buts non par l'effet de ses actes mais par la réponse à ses actes […].

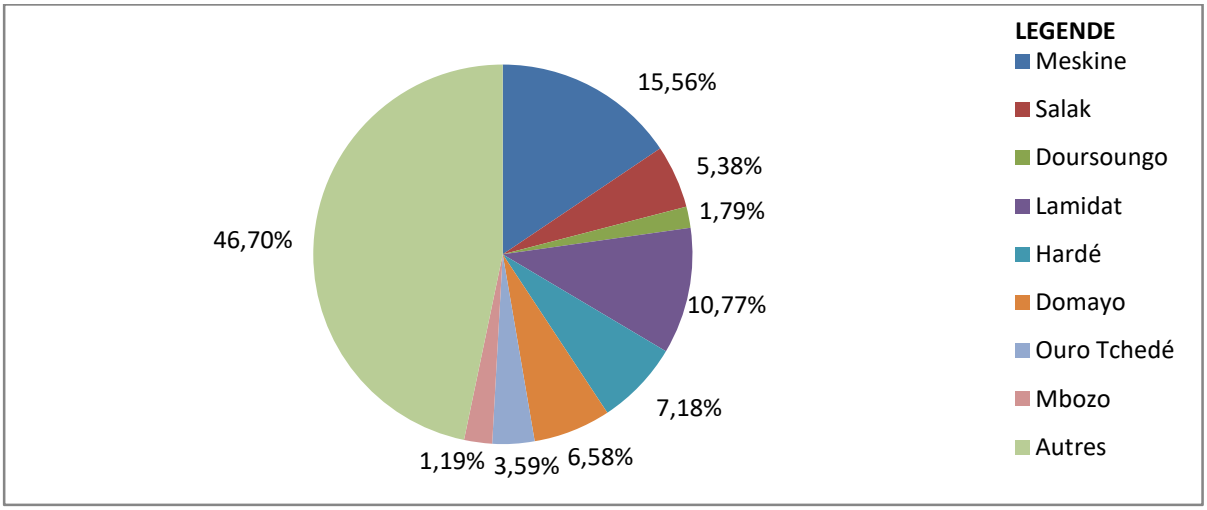
De ce qui précède, il ressort que Boko Haram adopte un nouvel *modus operandi* à caractère asymétrique car l'armée camerounaise est plus puissante, mieux armée et mieux organisée qu'eux. Dans leurs modes opératoires, la secte diversifie sa stratégie pour compenser leur infériorité en adoptant l'effet de surprise c'est-à-dire en frappant au moment et à l'endroit où ils sont le moins attendus. Face à cette situation, le gouvernement va faire recours aux initiatives locales de sécurité avec la reconstitution des comités de vigilance dans la lutte contre Boko Haram.

2.2. Constitution et répartition des comités de vigilance en contexte du terrorisme : le cas du département du Diamaré

La montée de l'insécurité observée au lendemain de l'arrivée massive des réfugiés tchadiens dans les villes du Nord-Cameroun, au début des années 1980, a remis au goût du jour l'utilité des groupes d'auto-défense. Présidant une réunion à Garoua sur la montée du banditisme au Nord-Cameroun, AyissiMvodo, Ministre d'Etat chargé de l'administration territoriale, réitère la nécessité de reconstituer les comités de vigilance et leur organisation rationnelle pour mettre fin aux vols de bétails et les attaques à main armée contre les personnes dans les centres urbains (Mbarkoutou, 2014, p. 187). Au Cameroun, des groupes d'autodéfense ou comités de vigilance existaient depuis les années 1960, et à l'Extrême-Nord ces comités de vigilance ont été activés ou créés en juillet 2015, après les premiers attentats-suicides. Ils ont été activés généralement par les autorités, mais parfois aussi à l'initiative des populations. Ils sont placés sous l'autorité des Sous-préfets et des chefs traditionnels et jouent généralement un rôle d'informateurs auprès de l'armée, et parfois de barragistes ou de milices de protection. Sur le plan juridique, les comités de vigilance font partie de la défense civile et sont encadrés explicitement par un arrêté régional du 02 Juin 2014[68]. Pour mieux cerner la portée de leur action dans la région de l'Extrême-Nord, une étude spécifique a été faite dans le département du Diamaré à travers une réactivation face aux attentats suicides observés dans la ville de Maroua à partir de 2015. Cette répartition et réactivation s'est faite dans les trois (3) Arrondissement de la ville de Maroua selon le graphique ci-dessus.

Graphique 1 : Répartition des comités de vigilance de l'Arrondissement de Maroua I^{er,} avril 2017

[68] Arrête régionale N° 00000019/AR/K/SG/DPOA du 2 juin 2014 portant création des Comités locaux de Vigilance dans la Région de l'Extrême-Nord.
D'après ce texte administratif, le chef traditionnel en fonction de son ressort de commandement crée un comité de vigilance tout en établissant le répertoire des membres en veillant à une sélection rigoureuse qui tient compte de l'aptitude physique, de la bonne moralité, de la maîtrise de la localité, etc. Il y a en réalité un réel contrôle de la police et de la gendarmerie sur ces groupes d'auto-défense. Il est créé dans chaque chefferie de 1er, 2e et 3e degré de la Région de l'Extrême-Nord, des comités de vigilance dont les chefs traditionnels respectifs sont tenus de communiquer ladite liste au Sous-préfet compétent qui transmet au commandant de Brigade de Gendarmerie ou au Commissaire de police selon le cas, pour avis avant toute validation. Les membres des comités locaux de vigilance sont astreints à la détention d'un badge délivré par l'autorité administrative territorialement compétente. Pour l'identification, le badge doit comporter une photo de format 4x4 du titulaire, ainsi que les indications ci-après : les noms et prénoms, la date, le lieu de naissance le n° de la CNI et le lieu de la délivrance, l'empreinte digitale et la signature du titulaire. Il faut même souligner que le badge doit être présenté à toute réquisition de l'autorité ou, le cas échéant à des tiers. Pour amples informations, lire vivement le contenu complet de cet article à l'annexe II.

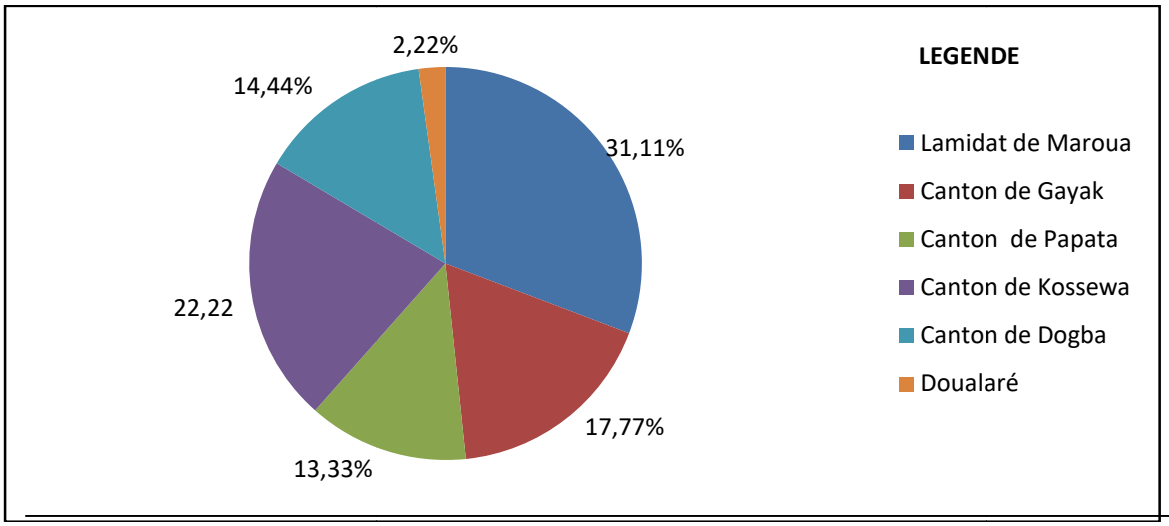


Source : Enquête de terrain, Maroua Ier, avril 2017.

Ce graphique présente la répartition des comités de vigilance dans l'Arrondissement de Maroua Ier selon les quartiers et cantons. Ainsi, il convient de noter que le quartier Mesquine et le Lamidat regorgent les plus grands nombres de comités de vigilance avec respectivement 15, 56 % et 10, 77 %. Ceci peut s'expliquer du point historique et stratégique. Autour du Lamidat, cité h istorique à partir de laquelle se construit la ville de Maroua, se trouvent les plus anciers quartiers de la ville. Le Lamidat a voulu donc contribuer fortement à la sécurisation des points stratégiques notamment la mosquée centrale, le palais *lamidal* et les notabilités environnantes.

Par ailleurs, Doursoungo dispose du plus petit nombre de comité de vigilance avec 1,79%. En effet, la zone de Doursoungo se situe à la périphérie de la ville avec moins de concentration humaine. Or, les attentats de type kamikaze privilégient les zones à forte concentration humaine afin de faire le maximum de victimes. Aussi, Il existe cependant deux catégories de comité de vigilance notamment : le comité standard et le comité secret de vigilance qui sont méconnus du grand public. Les Comités de Vigilance (CV) standard sont des volontaires du quartier et du village. Ils sont sous la responsabilité du chef et sous la coordination des autorités administratives et militaires. Ceux-ci n'utilisent que les armes blanches. A partir de cette répartition des comités de vigilance dans cette espace géographique de la ville, il convient de relever que le confins du Cameroun et de la République centrafricaines, l'instabilité de la Lybie et du Tchad depuis plusieurs années font en sorte que des groupes armées se livrent de manière constantes à des actes de banditisme rural, de prolifération et trafic des armes à feu et dont la conséquence immédiate se fait ressentir dans certaines villes frontalières de la région de L'Extrême- Nord du Cameroun en général et celle de Maroua en particulier. Dans l'optique de faire face à cette nouvelle menace sécuritaire, les autorités administratives vont dans la même mouvance de réactiver les comités de vigilance dans l'Arrondissement de Maroua **IIe** à travers le graphique ci-dessous.

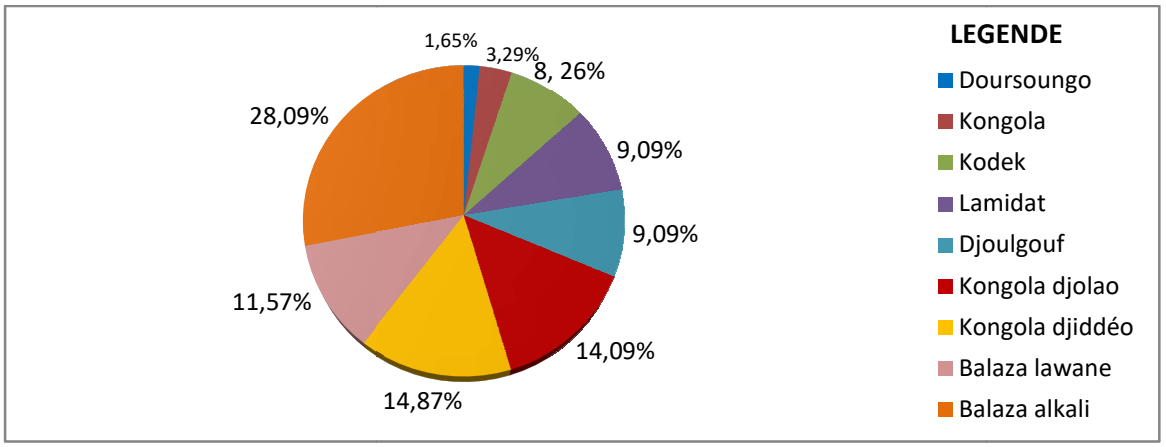
Graphique 2 : Répartition des comités de vigilance de l'Arrondissement de Maroua IIe, avril 2017



Source : Enquête de terrain, Maroua IIe, avril 2017.

Selon le graphique de l'Arrondissement de Maroua IIème, la répartition des comités de vigilance est plus concentrée au niveau du *Lamidat* de Maroua qui compte 31,11 % et du canton de Kossewa qui se retrouve avec 22,22%. Il est à relever qu'on retrouve plus de comités de vigilance dans les quartiers périphériques de l'Arrondissement de Maroua IIème que les quartiers qui se trouvent dans les centres urbains. Il s'agit d'une sorte de ceinture de sécurité autour de la ville. En effet, ces quartiers sont ouverts sur les routes et pistes qui mènent vers les localités les plus conflictogènes en zones transfrontalières notamment Mora, Kolofata et Tokombéré

Graphique 3 : Répartition des comités de vigilance de l'Arrondissement de Maroua IIIe, avril 2017



Source : Enquête de terrain, Maroua IIIe, avril 2017.

Dans l'Arrondissement de Maroua IIIème, le Canton de Balaza Alkali détient le plus grand nombre de comités de vigilance soit 28, 09 % suivi de KongolaDjideo avec 14, 09%. A l'opposé, le quartier Doursoungo vient en dernière position avec 1, 65 % du nombre de comités de vigilance. Il convient de souligner que la reconstitution des comités de vigilances dans la ville de Maroua s'inscrit dans le contexte de la lutte contre Boko Haram et le déséquilibre s'explique par les zones à fort risque et celles les moins

exposées aux attentats soit dû soit à leur faible concentration démographique, soit à leurs faibles zones d'attroupement.

Les comités de vigilance constituent une force supplétive qui bénéficie de l'apport de la population locale, de chef du quartier et de l'autorité administrative. La montée de l'insécurité dans certains quartiers de Maroua a amené la population civile à apporter un appui considérable aux membres des comités de vigilance. Ces derniers ont reçu des chaussures, vêtements, thé et nourritures. Le deuxième appui de l'action des comités de vigilance reste le chef du quartier, placé à la tête d'une organisation interne et communautaire à l'échelle d'un quartier. En effet, le chef de quartier est celui qui recrute les membres de comité de vigilance, transmet les listes au préfet et joue le rôle d'intermédiaire avec l'autorité administrative. Détenteurs du pouvoir de proximité et capables d'innovation, les chefs des quartiers offrent par leurs initiatives des alternatives au déficit de proximité étatique. Le troisième appui des comités de vigilance est l'autorité administrative. Le sous-préfet, en tant que représentant de l'autorité administrative, délivre l'acte d'autorisation qui permet au groupe des comités de vigilance d'exercer dans la légalité. (Badié, 1999, p. 165-166).

Dans la Région de l'Extrême-Nord Cameroun, il existe des comités de vigilance en milieu urbain et en zone rurale selon les réalités sécuritaires comme les villages qui se trouvent en zone frontalière avec le Nigeria et le Tchad et dans les villes où l'insécurité est ambiante. Ces membres de comité de vigilance sont identifiés à travers un badge délivré par une autorité administrative sous la base de leur identité[69]. Dans l'exercice de leur mission, les comités de vigilance utilise les armes blanches[70].La photo ci-dessous est une combinaison des armes blanches des comités de vigilance.

3-Armements techniques et stratégies d'interventions des comités de vigilance face à l'asymétrie de Boko-haram à l'Extrême-Nord Cameroun

Dans la lutte contre les nouvelles crises sécuritaires dans la région de l'Extrême-Nord Cameroun, incite les comités de vigilance à faire recourt aux armements spécifiques (armes blanches) pour la circonstance.

3.1. Les armes blanches : un outils, d'alerte et de dissuasion

Dans la lutte contre Boko haram, les comités de vigilance utilisent les armes blanches dans le processus d'endiguement des attaques et attentats de la secte islamiste. Il s'agit des flèches, des arcs, des machettes et des couteaux émanant des savoirs traditionnels de guerre. Notons ici que les flèches, formées d'une hampe de bois, armées de pointe à un bout, le plus souvent d'un empennage se lance avec l'arc ou l'arbalète sont les armes les plus utilisées par ses guerriers. L'image ci-dessous illustre un panorama d'armes blanches utilisés par les membres des comités de vigilance au quartier doualaré à Maroua (Extrême-Nord Cameroun)

[69]Arrête régionale N° 00000019/AR/K/SG/DPOA du 2 juin 2014 portant création des Comités locaux de Vigilance dans la Région de l'Extrême-Nord.

[70] Selon l'article 5 de cet arrêté régional, le matériel de protection ne peut être constitué que d'armes blanches dont le port est correctement interdit en dehors des lieux et heures de service.

Photo 1 : Les armes blanches des membres de comités de vigilance du quartier Doualaré à Maroua



Source : Cliché MohamanDahirouMalam, Maroua, le 26 mars 2017.

Il s'agit des armes blanches utilisées par les comités de vigilance au quartier Doualaré à Maroua. De la gauche vers la droite, nous observons un arc, une flèche des machettes et des couteaux. Ces armes leur permettent non seulement de se défendre mais surtout neutraliser les personnes suspectes en cas de force majeur.

Les membres de comités de vigilance utilisent des stratégies variées selon le contexte sécuritaire et le milieu dans lequel on les retrouve. Dans la ville de Maroua par exemple, ils font des patrouilles organisées dans les ruelles par groupes de 5 ou 10 selon les quartiers[71]. Mbarkoutou (2014, p. 189) dans son analyse fait un éclairage sur leur mode d'action dans la ville de Maroua en ces mots :

> A quelques exceptions près, les stratégies de protection des quartiers par ces groupes sont restées identiques. Le rituel commence dès la nuit tombée avec des barrières dressées à toutes les entrées du quartier. Organisés en groupe de quatre ou cinq personnes, les membres du comité sillonnent les ruelles du quartier pour traquer d'éventuels suspects. Les vigiles vont et viennent, patrouillent à travers les sentiers les plus lugubres. Tandis que les uns veillent à vérifier l'identité des entrants, d'autres épient les passants, surveillent le territoire. A ce titre, certains informateurs assimilent ces techniques de surveillance du quartier à un état de guerre. Placé sous l'autorité d'un chef dont l'action de coordination facilite les interventions, le groupe des veilleurs reçoit les informations des populations, espionne quand cela est nécessaire. Le processus s'achève par des embuscades tendues aux suspects.

En réalité, les membres des comités de vigilance sont des individus qui maîtrisent l'espace et les recoins de leurs quartiers. Etant originaires du terroir et ayant vécu des années sur place, ces agents

[71] Entretien avec Mal Yaya, 40 ans, chef de comité de vigilance de Doualaré II, Maroua, le 22 mars 2017.

connaissent presque tous les habitants du quartier ainsi que leur profil d'où la possibilité de reconnaître tel ou tel individus aux heures tardives.

Contrairement aux comités de vigilance de la ville de Maroua, ceux des zones rurales comme Mora, Kerawa, Waza et autres localités des zones transfrontalières utilisent des techniques et stratégies traditionnelles mais très efficaces. En effet, les comités de vigilance sont des instruments communautaires de sécurisation basée sur une approche sécuritaire par le bas. Dans certaines localités de l'Extrême-Nord, les comités de vigilance se sont démarqués sur une dimension tactique et opérationnelle empruntée aux usages traditionnels de guerre et des techniques conventionnelles de guérilla. Certains membres des comités de vigilance dans le Mayo-Sava utilisent trois techniques spécifiques inspirées de leurs cultures et traditions suivantes : la première est celle appelée technique d'appât qui consiste à utiliser du bois pour faire du feu, ensuite déguiser des marionnettes autour du feu pour attirer l'ennemi et le prendre par effet de surprise dans la nature. La seconde technique est l'usage de la flûte fabriquée à base d'une corne d'animal afin d'utiliser pour la communication suite à une menace.La troisième technique est la connaissance du terrain qui est fondamentale. Ceci s'explique par l'utilisation des torches pour émettre des signaux de communication. L'effet de luminosité donne une alerte qui indique la conduite à tenir en fonction de la position des suspects[72].

Photo 2 : Les membres du comité de Vigilance à Limani



Cliché : Ahmadou Baba, correspondant de la chaine Equinoxe dans la Région de L'Extrême-Nord, Juin 2016.

Au regard de l'engagement inconditionnel des comités de vigilance considéré comme un simple outil de guet, d'alerte et de dissuasion, leurs stratégies portent des fruits dans la lutte contre l'insécurité. C'est le constat qui se dégage d'une revue spécialisée sur la région dans les propos :

[72] Entretien avec Mbarkoutou Mahamat Henri,universitaire et spécialiste en études stratégiques, Maroua, le 13 mars 2017.

> Les membres de comité de vigilance de Limani ont fait preuve d'un courage extraordinaire en neutralisant un kamikaze. Ils ont appréhendé dans la matinée du 27 avril, aux environs de 2 heures une jeune femme d'environ 25 ans et en provenant de la localité de Mordo au Nigeria. Elle portait sur elle 5 charges d'explosifs qu'elle projetait de faire exploser au marchéhebdomadaire de Djakana qui se tient tous les mercredis.Les kamikaze (*sic*) est arrivé aux environs de 2heures du matin.[…]. S'exprimant en Haoussa et Kanouri, elle […] a dit qu'elle avait été bastonnée par son mari, lequel l'a chassé de sa maison. En parlant elle s'approchait [du membre du comité de vigilance qui] lui [a] encore intimé l'ordre de ne plus bouger. Pour avoir le cœur net, [les membres du comité de vigilance ont] décidé d'envoyer l'un[d'eux], Danmargui, vers elle afin de limiter les dégâts au cas où elle porterait des charges explosives. Cette dernière a appuyé sur ses charges explosives malheureusement celles-ci n'ont pas explosé. Il parait qu'il ya eu court-circuit au niveau du circuit parce qu'une fumée est apparue à l'endroit des charges explosives. [Les membres du comité de vigilance l'ont arrêtée] et appellent les éléments du BIR qui sont arrivés à 3h du matin et sont repartis avec la kamikaze (*sic*)[73].

De ce témoignage, un constat se dégage sur les techniques et méthodes employés dans cette lutte contre Boko Haram. Ces techniques utilisées dans le processus d'endiguement des attaques et attentats relèvent du savoir traditionnel et une intelligence stratégique qui permettent d'apporter une réponse adéquate à l'asymétrie des modes d'attaque de cette nébuleuse. C'est ce qui permet de questionner par ailleurs les formes de collaboration de ces comités de vigilance avec l'armée et la gendarmerie.

En somme, le défi sécuritaire enclenché par le terrorisme de Boko Haram à travers les attentats-suicides ont nettement vu la contribution des communautés religieuses, musulmane et chrétienne, dans la sécurisation des lieux de cultes par-delà les clivages. Dans ce sens, les populations ont apporté du renseignement aux comités de vigilance à travers des mesures de confiance. Mais, les attentats, une véritable guerre asymétrique, ont imposé une remobilisation des comités de vigilance par l'autorité administrative dans les zones frontalières affectées et les quartiers sensibles de la ville de Maroua. La cartographie des comités de vigilance trouve un écho favorable dans les différentes formes de collaboration avec l'armée et la gendarmerie depuis le début de la crise Boko Haram. Par ailleurs, les civils, dirons-nous la population locale, ont développé des logiques contextuelles à la crise pour investir le retour à la stabilité tout en assistant les victimes.

3.2.Les enjeux de l'implication des comités de vigilance dans la lutte contre les nouvelles menaces sécuritaires

L'intervention des comités de vigilance pose une préoccupation sur la capacité d'adaptation tactique et technique de ces groupes sur fond d'insertion des savoirs traditionnels dans le champ très réservés de la défense et de la sécurité. Selon des observations faites sur le terrain, les comités de vigilance qui participent à la lutte contre-insurrections semble être une arme à double tranchant. Ainsi, pour l'Etat de Cameroun, il est difficile de contrôler ou d'empêcher les abus, ce qui fait en sorte que les groupes de défense peuvent se transformer en organisations prédatrices quasi criminelle ou en ennemis de l'Etat. Pour cela, il est nécessaire, et même impératif que le gouvernement du Cameroun tire des leçons de certains cas afin d'éviter des abus en empêchant que les comités de vigilance restent dans leur mission initiale tout en planifiant leur rôle.

Conclusion

Au terme de cette étude portant sur le rôle des comités de vigilance dans la lutte contre le terrorisme, force est de constater que le caractère asymétrique de ce mouvement djihadiste a fait de telle sorte que, les acteurs locaux inventent des stratégies guerrières pour aider l'État à assurer la sécurité dans

[73] *L'Œil du Sahel,* N° 802 du jeudi 28 avril 2016, p. 2.

un espace géographique ou la population locale est en proie à une pauvreté ambiante, et aux vulnérabilités climatiques et sécuritaires. Ces mécanismes sécuritaires sont le renseignement par immersion, les techniques d'avant-garde. Ces techniques sont constituées de la surveillance, du bouclage et de la patrouille. Nonobstant cette approche, sans toutefois anéantir son existence la réponse communautaire dans la lutte contre *Boko Haram* (BH) a fragilisé le mouvement malgré son caractère asymétrique, sans toutefois anéantir son existence., En outre, étant une zone de rencontre de plusieurs peuples, tout en étant également un espace de violence qu'elle soit physique ou environnementale, cette entité géohumaine a évolué en crises, rendant la population vulnérable. Par ailleurs, le caractère asymétrique de cette guerre a imposé une remobilisation des comités de vigilance par l'autorité administrative dans les zones frontalières affectées et les quartiers sensibles de la ville de Maroua et ses environs. En dépit de tout ce qui a été développé, plusieurs pans des actions de sécurité partagée restent encore à explorer. Tout en reconnaissant les résultats de ce travail âprement soutenus par des recherches variées et d'une rigoureuse méthode de collectes et d'analyse des données, les pistes qui intégreront une chronologie plus dense et d'un espace prenant appui sur le cadre national ou l'ensemble de la région du Bassin du Lac Tchad permettront, à n'en point douter, d'aboutir à de nouvelles conclusions fort intéressantes sur la dynamique de la collaboration entre divers acteurs de la sécurité au Cameroun ou dans les relations internationales du Bassin tchadien.

INTERVIEWS

Entretiens avec Abba Boukar , 39 ans, Gendarme, Maroua le 12 février 2022

Entretiens avec Ahmadou Oumarou, 38 ans, administrateur civil, Maroua le 25 mars 2023

Entretiens avec Alifaoumar 32 ans Officier de BIR en détachement de la FMM à Mora le 24 mars 2022

Entretiens avec Dila Olivier, 35 ans Gendarme en service à la gendarmerie de Maroua le 15 Février 2023,

Entretiens avec Mal Yaya, 40 ans chef de comité de vigilance de Doualaré le 22 mars 2023

Entretiens avec Ousmane Yaya 38 ans Membre du comité de vigilance de Mora le 15 mars 2022

Entretiens avec SiddiDjaouro 72 ans chef de 3e degré du quartier Domayo- Kongore le 21 mars 2022

Entretiens avec Temga Alain 33 ans Membre du comité de vigilance de Limani le 25 mars 2021

Entretiens avec Vaïboula Joël 39 ans Membre du comité de vigilance de Kolofata le 25 mars 2023

Entretiens avec Moussa yaya 44 ans chef traditionnel dans le canton de M

Books

Beauvilain, A. (1989). *Nord-Cameroun : crises et peuplement*, vol. II, Coutance : Claude Bellée.

Brooks, R. (2007). The Sources of MilitaryEffectiveness, San Francisco : Stanford UniversityPress.

Dasque, J.-M. (2013). *Géopolitique du terrorisme*, Paris : Ellipses.

Huntington, S. P. (1957). *The Soldier and the State: The Theory and Politics of Civil- Military Relations*, Boston : Belknap of Harvard Univ. Press.

Saïbou Issa (2002). *Ethnicité, frontière et stabilité aux confins du Cameroun, du Nigéria et du Tchad*, Paris : L'Harmattan.

(2010). *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris : Karthala.

Sutherland, E. (1963). *Le voleur professionnel, (éd. Orig. Américaine, 1937),* Paris : Spès.

Tassou, A. (2013). *Urbanisation et décentralisation au Cameroun : essai d'analyse historique de la gestion urbaine (1990-2012)*, Paris, L'Harmattan.

JOURNAL ARTICLES

Chouala, Y. A (2001). « Conjoncture sécuritaire, champ étatique et ordre politique au Cameroun : éléments d'analyse enthropo-politique d'une crise de l'encadrement sécuritaire et d'un encadrement sécuritaire de crise », in *Polis*, vol.8, Numéro spécial, pp.1-42.

De Montclos, M-A. P. (2012). « Boko Haram et le terrorisme islamiste au Nigeria : insurrection religieuse, contestation politique ou protestation sociale ? », in *Questions de Recherche / Research Questions*, n°40, pp. 1-33.

Durkheim, E. (1970). « Le crime, un phénomène normal », in Szabo D., *Criminalité et Déviance*, Paris : Armand Colin, pp.72-82.

Egnell, R. (2006). « Explaining US and British Performance in ComplexExpeditionaryOperations: The Civil-Military Dimension », in *Journal of Strategic Studies*, vol. 29, n°6, pp. 1041-1075.

Ela Ela, E. (2001). « Les mécanismes de prévention des conflits en Afrique centrale », in *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, vol. II, N°202-203.

Feaver, P. (1999). « Civil- Military Relations », in *AnnualReview of Political Science*, vol. 2, pp. 211-241.

Garda, C. (2010). « Le rôle de la coopération civilo-militaire dans la reconstruction de la paix », in *Actes de colloque organisé le 17 décembre 1997 à l'école Militaire de Paris.*

Musila, C. (2012). « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le Bassin du Lac Tchad », in *Ifri – Programme Afrique Subsaharienne*.

NachMback, C. (2000). « La chefferie traditionnelle au Cameroun : les ambigüités juridiques et dérives politiques », in *AfricaDevelopment*, vol. XXV, nos 3 et 4, pp. 77-118.

Roitman, J. (2003). « La garnison-entrepôt : une manière de gouverner dans le Bassin du Lac Tchad », in *Critique Internationale*, 2003/2 (N°19).

Saïbou Issa (1998). « *Laamiido* et sécurité au Nord-Cameroun », *Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Ngaoundéré*, vol. III, pp. 63-76.

(2006). « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la RCA et du Tchad. Une nouvelle modalité du banditisme transmigrant », in *Polis*, Vol.13, N° 1-2, pp. 119-146.

MASTER'S THESIS

Belomo-Essono, P. C. (2007). « L'ordre et la sécurité dans la construction politique au Cameroun », Thèse de Doctorat en Science Politique, Université de Bordeaux.

Mbarkoutou, M. H. (2002). « La criminalité urbaine à Maroua (Nord-Cameroun) : le cas des vols et agressions (1916-1998) », Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Ngaoundéré.

(2013). « Etat et insécurité urbaine au Nord-Cameroun : 1960-2012 », Thèse de Doctorat/*Ph.D.* en Histoire, Université de Maroua.

Mohamadou, A. (2015). « Le grand banditisme dans le Département du Faro : 1960-2015 », Mémoire de Master Recherche en Histoire, Université de Ngaoundéré.

MoungobayeMasrabaye (2014). « Impact des crises armées tchadiennes sur la sécurité transfrontalière Tchad-Cameroun (1963-2013) : cas des régions frontalières (Extrême Nord-Cameroun et Chari Baguirmi) », Mémoire de Master Recherche en Histoire, Université de Ngaoundéré.

Zanna Oumar (2013). « Actions des chefferies traditionnelles dans la lutte contre l'insécurité transfrontalière entre l'Arrondissement de Kolofata (Cameroun) et des *Districts* de Banki et Kirawa (Nigéria) de 1961 à 2014 », Mémoire de Master Recherche en Histoire, Université de Ngaoundéré.